

Politiques agricoles des pays de l'OCDE

SUIVI ET ÉVALUATION



Synthèse

Politiques agricoles des pays de l'OCDE

SUIVI ET ÉVALUATION



ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements de 30 démocraties œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la Corée, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission des Communautés européennes participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

La prise en compte des pays de l'Union européenne non membres de l'OCDE dans les indicateurs de soutien de l'Union européenne présentés dans ce rapport a été réalisée avec la participation financière de l'Union européenne. Les opinions qui sont exprimées dans ce rapport ne peuvent en aucun cas être considérées comme reflétant la position officielle de l'Union européenne.



Publié en anglais sous le titre :
Highlights
Agricultural Policies in OECD Countries
MONITORING AND EVALUATION

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : Mwww.oecd.org/editions/corrigenda.

© OCDE 2009

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.

Avant-propos

Les Politiques agricoles des pays de l'OCDE: Suivi et Évaluation 2009 est la 19^{ème} édition de la série publiée une année sur deux, en alternance avec la version plus courte *Les politiques agricoles des pays de l'OCDE: Panorama*. Ces deux publications examinent les politiques agricoles des pays de l'OCDE pour répondre à la demande des ministres de l'OCDE de suivre et d'évaluer la mise en œuvre des principes de réforme des politiques agricoles.

L'OCDE utilise un système cohérent de mesure et de classification du soutien agricole – les estimations du soutien aux producteurs et aux consommateurs (ESP et ESC) et les indicateurs connexes. Ceux-ci offrent une bonne compréhension des politiques agricoles dont la complexité va croissant et servent de base à leur suivi et à leur évaluation.

Le Résumé synthétise les éléments clés de l'ouvrage. La partie I décrit l'évolution générale des politiques agricoles dans les pays membres de l'OCDE. L'édition 2009 comporte une section spéciale dédiée à l'impact de la crise financière et économique et aux réponses apportées par les pouvoirs publics. Sont également examinés la loi agricole de 2008 des États-Unis, le Bilan de Santé de la Politique Agricole Commune de l'Union Européenne et le nouvel accord-cadre Cultivons l'avenir du Canada. La partie I examine aussi la tendance générale du soutien à l'agriculture dans les pays de l'OCDE et dresse un bilan des progrès en matière de réforme des politiques agricoles. Finalement, elle comprend une vue d'ensemble des politiques agro-environnementales des pays de l'OCDE. La partie II résume les évolutions des politiques agricoles dans chaque pays de l'OCDE (l'Union Européenne étant considérée comme un pays à part entière) et la partie III comprend les tableaux détaillés des indicateurs de soutien à l'agriculture de l'OCDE.

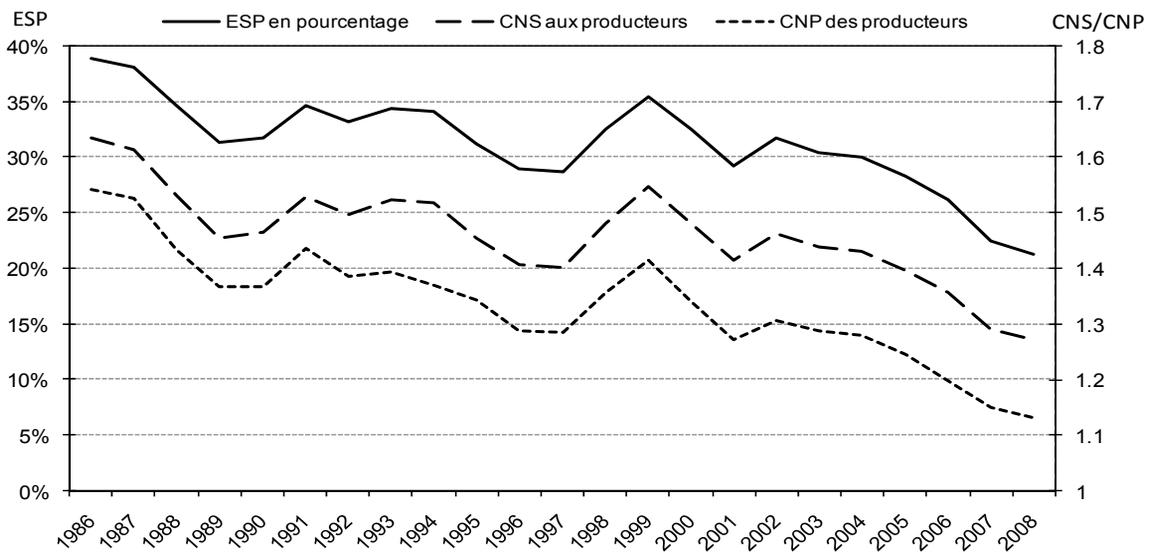
Le Résumé et la partie I sont publiés sous la responsabilité du Comité de l'Agriculture de l'OCDE. Le reste de l'ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE.

Résumé

Le soutien aux producteurs des pays de l'OCDE est à son plus bas niveau depuis 1986...

En 2008, le soutien accordé aux producteurs de la zone de l'OCDE, tel que mesuré par l'estimation du soutien aux producteurs (ESP), s'établissait à 265 milliards USD ou 182 milliards EUR. Il formait ainsi 21 % de l'ensemble des recettes brutes des producteurs agricoles des pays de l'OCDE, ce qui représente une baisse par rapport aux pourcentages de 22 % et de 26 % enregistrés en 2007 et en 2006. Ce niveau de soutien est le plus bas qui ait été observé depuis le milieu des années 80 (Graphique 1).

Graphique 1. Évolution des indicateurs de soutien de l'OCDE, 1986-2008



ESP en % : Estimation du soutien aux producteurs (échelle de gauche).

CNS : Coefficient Nominal de Soutien aux producteurs (échelle de droite).

CNP: Coefficient Nominal de Protection des producteurs (échelle de droite).

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2009.

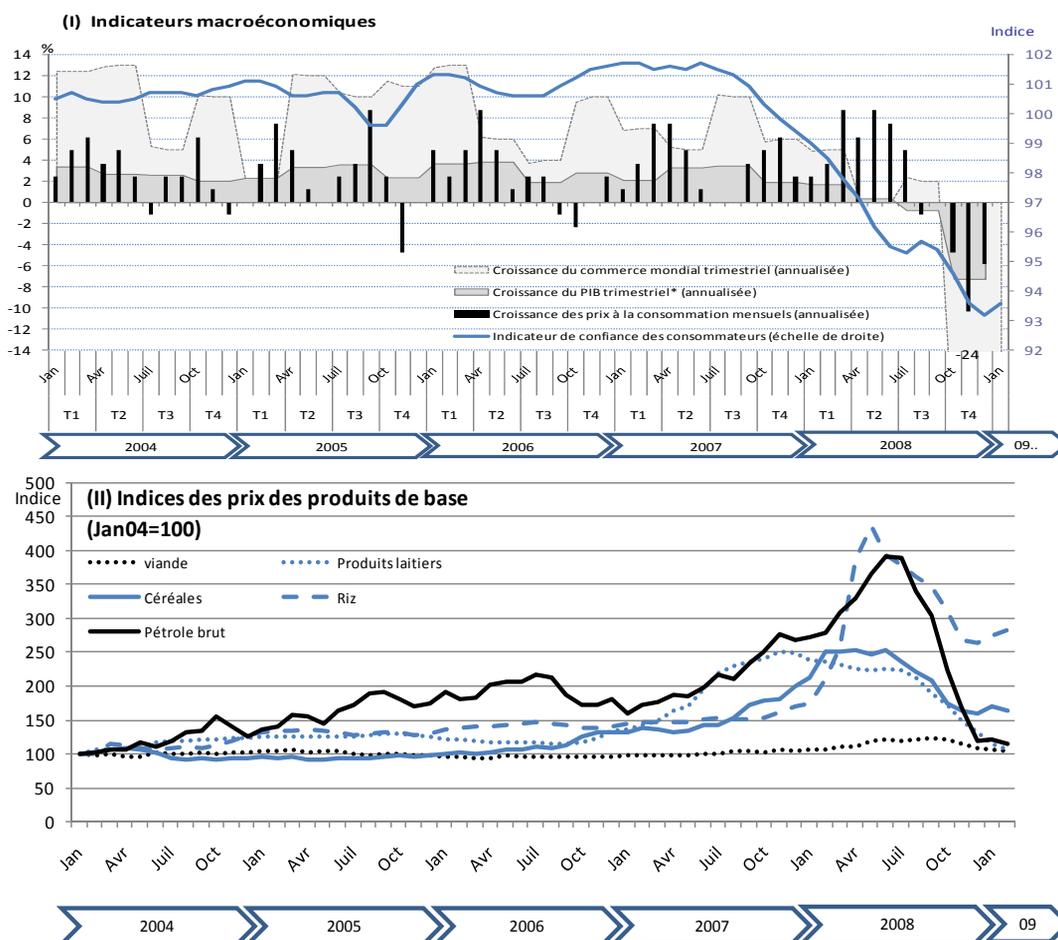
**...essentielle
nt du fait de
l'importance
des fluctuations
des prix
mondiaux**

La baisse du soutien enregistrée en 2008, comme l'année précédente, est due en grande partie au niveau exceptionnellement élevé des prix mondiaux des produits agricoles, plutôt qu'à des décisions explicites de réforme agricole des autorités publiques. Malgré la baisse observée au deuxième semestre de 2008, les prix mondiaux se sont globalement maintenus au-dessus des moyennes de long terme. Du fait de ce niveau élevé des prix, les politiques de soutien des prix intérieurs et d'aide contracyclique se sont traduites par des transferts plus modestes et par une diminution du soutien global aux producteurs. Cependant, comme on l'a constaté par le passé et très récemment, les mesures de protection à la frontière et de soutien des prix intérieurs reprennent de l'importance dès que les prix mondiaux commencent à redescendre de leurs niveaux extrêmement élevés.

L'économie mondiale a été gravement touchée par la crise en 2008...

La période examinée a été marquée par des événements exceptionnels dans l'économie mondiale. La situation des marchés financiers s'est considérablement aggravée à partir du deuxième semestre de 2008. Dans le monde entier, la confiance des entreprises et des consommateurs s'est effondrée en même temps que le cours des actions ; la production industrielle et les échanges ont diminué tandis que le chômage montait en flèche. La croissance économique dans la zone de l'OCDE a connu un net ralentissement en 2008, et le PIB réel a baissé au deuxième semestre dans plusieurs pays. L'intensité et l'ampleur de la crise économique ont atteint des niveaux sans précédent depuis 60 ans (Graphique 2).

Graphique 2. Indicateurs macroéconomiques et indicateurs de prix des produits de base dans les pays de l'OCDE



* La croissance du PIB trimestriel au T4-2008 ne comprend que 7 pays de l'OCDE (Canada, France, Allemagne, Italie, Japon, Royaume Uni et États-Unis). Pas de données disponibles pour 2009.

Source : Indicateurs macroéconomiques : OCDE Stat, Principaux indicateurs économiques, Statistiques trimestrielles et mensuelles, 2009. Indices des prix pour la viande, les produits laitiers, les céréales et le riz: FAO (Indices des prix alimentaires, indice des prix alimentaires mensuels, 2009). Indice du prix du pétrole brut: US Energy Information Administration (Official energy statistics, prix mensuels, 2009).

...alors que les prix des matières premières commençaient à baisser après avoir atteint des records de hausse historiques

La crise financière a éclaté au moment où les prix nominaux des matières premières atteignaient des records historiques. Après une hausse rapide en 2007, les cours des matières premières se situaient à des niveaux extrêmement élevés à la mi-2008. Cette hausse a mis clairement en évidence les conséquences sociales de l'instabilité des marchés des matières premières. Les préoccupations concernant les effets négatifs des prix élevés des produits alimentaires sur la faim et la pauvreté dans le monde se sont considérablement renforcées. La tendance s'est inversée brusquement à la mi-2008 et les prix des matières premières ont été ramenés à leurs niveaux du début de 2007.

L'agriculture se sortira peut-être mieux de la crise que d'autres secteurs

Les répercussions de la crise financière et économique sur le secteur agricole continuent d'évoluer. Les effets de la crise sur chaque secteur de l'économie dépendront en grande partie de son exposition au resserrement des conditions du crédit et à la baisse de la demande. Dans la plupart des pays de l'OCDE, l'agriculture devrait mieux s'en sortir que d'autres secteurs, en raison de son exposition relativement plus faible aux risques financiers, d'une demande moins sensible aux baisses de revenu, des mesures de soutien en place et, dans certains cas, des recettes accumulées au moment où les prix étaient élevés. Malgré sa résistance probablement plus forte, l'agriculture va peut-être subir des ajustements dans le contexte de l'ajustement de l'économie et de l'accroissement de la volatilité des prix des matières premières. Les suppressions de postes dans les secteurs non agricoles auront probablement des effets plus marqués sur l'économie rurale, en entraînant une diminution des emplois non agricoles et des possibilités de revenus s'offrant aux ménages agricoles et aux autres ménages ruraux.

L'instabilité du marché et la crise économique ont entraîné l'adoption de mesures ponctuelles

Les pouvoirs publics des pays de l'OCDE ont réagi face à l'instabilité des prix des matières premières et aux tensions financières causées par la crise. Certains ont abaissé les droits de douane et mis en place des obstacles à l'exportation des produits agroalimentaires pour essayer d'atténuer l'effet de la hausse des prix mondiaux sur les consommateurs ; plusieurs ont aussi réduit les droits à l'importation sur les intrants agricoles, adopté des subventions aux intrants, ou fourni un soutien direct à certaines filières agricoles. Beaucoup d'économies émergentes et en développement ont pris des mesures similaires. On ne sait pas très bien quelles sont les conséquences réelles de ces mesures ; souvent, elles ne ciblent pas directement les consommateurs pauvres et risquent en fait de contribuer à l'instabilité des marchés mondiaux. Fin 2008, lorsque la gravité de la crise financière et économique est devenue évidente, certains pays de l'OCDE ont annoncé ou appliqué des mesures spéciales destinées à atténuer les tensions financières dans le secteur, en particulier des conditions préférentielles de crédit, des abattements d'impôt et un renforcement du soutien direct.

Plusieurs pays de l'OCDE ont décidé d'apporter d'importantes modifications à leurs politiques...

Les cadres de politique agricole ont aussi beaucoup évolué dans certains pays. L'Union européenne a mené à bien le « bilan de santé » de la Politique agricole commune et poursuivi la réforme de plusieurs régimes sectoriels. Les États-Unis ont approuvé pour 2008-12 une nouvelle loi agricole, la loi sur l'alimentation, la préservation des ressources naturelles et l'énergie. Le Canada est parvenu à un accord sur les éléments de gestion des risques de l'entreprise de son cadre stratégique, « Cultivons l'avenir », pour 2008-13.

...et les réformes des politiques ont progressé à des degrés divers

Les évolutions enregistrées dans l'Union européenne constituent un nouveau pas en avant dans le découplage du soutien et de la production que représente l'élargissement du régime de paiement unique. Les États membres de l'Union européenne disposent d'une plus grande marge de manœuvre pour dépenser certains fonds provenant du régime de paiement unique. Le ciblage des politiques va probablement s'en trouver amélioré mais les États membres doivent aussi relever de nouveaux défis pour élaborer et mettre en œuvre des mesures plus ciblées. La nouvelle loi agricole des États-Unis ne fait pas intervenir de changement radical des politiques mais prévoit un accroissement du nombre de produits de base pouvant bénéficier d'un soutien, une hausse de plusieurs taux des prêts (*loan rates*) et prix indicatifs, ainsi qu'un nouveau programme optionnel de paiements contracycliques fondé sur les recettes, appelé ACRE. Étant donné l'incertitude qui pèse sur les prix futurs et sur la façon dont fonctionnera le programme ACRE, les effets sur le marché ne sont pas évidents à ce stade.

La gestion des risques fait l'objet d'une attention particulière de la part des pouvoirs publics...

L'Union européenne a ouvert aux États membres la possibilité d'obtenir un co-financement communautaire pour leurs subventions aux assurances et aux fonds de mutualisation des risques et certains nouveaux États membres de l'Union européenne ont introduit des programmes de subvention des assurances financés au niveau national. D'autres pays ont également renforcé leurs mesures de gestion des risques : c'est le cas des révisions et des ajouts faits aux programmes de paiements contracycliques de la nouvelle loi agricole des États-Unis et de l'élargissement de l'assurance contre les catastrophes naturelles en Corée. Beaucoup de pays de l'OCDE, comme le Canada, mettent au point des cadres plus stables d'aide en cas de catastrophe naturelle, néanmoins il reste certaines mesures ponctuelles de secours d'urgence. L'efficacité des nouvelles politiques de gestion des risques doit faire l'objet d'une évaluation systématique et approfondie, sur le plan de la fréquence et du montant du soutien apporté, des distorsions de la production qui en résultent et de l'effet possible d'éviction d'autres stratégies de gestion des risques.

...de même que le changement climatique et le caractère durable de l'agriculture au plan agroenvironnemental

Le changement climatique et les ressources en eau préoccupent de plus en plus les pays de l'OCDE. Certains consacrent désormais davantage de fonds à la recherche et à la surveillance du changement climatique, ou mettent en place des stratégies et des mesures d'adaptation de l'agriculture. Beaucoup continuent d'avoir recours à un éventail de mesures destinées à accroître la production d'énergie renouvelable à partir de matières premières agricoles, en dépit des incertitudes relatives aux retombées sur la demande de produits de base, sur l'utilisation d'eau, et sur l'atténuation

des émissions de gaz à effet de serre. La protection et la conservation des sols restent une autre priorité de l'action publique. Certaines des nouvelles mesures agroenvironnementales concernent aussi l'amélioration de la gestion de l'eau, la réduction de la pollution, la protection de la biodiversité et la conservation des paysages.

De nombreux pays cherchent à conclure des accords bilatéraux et régionaux

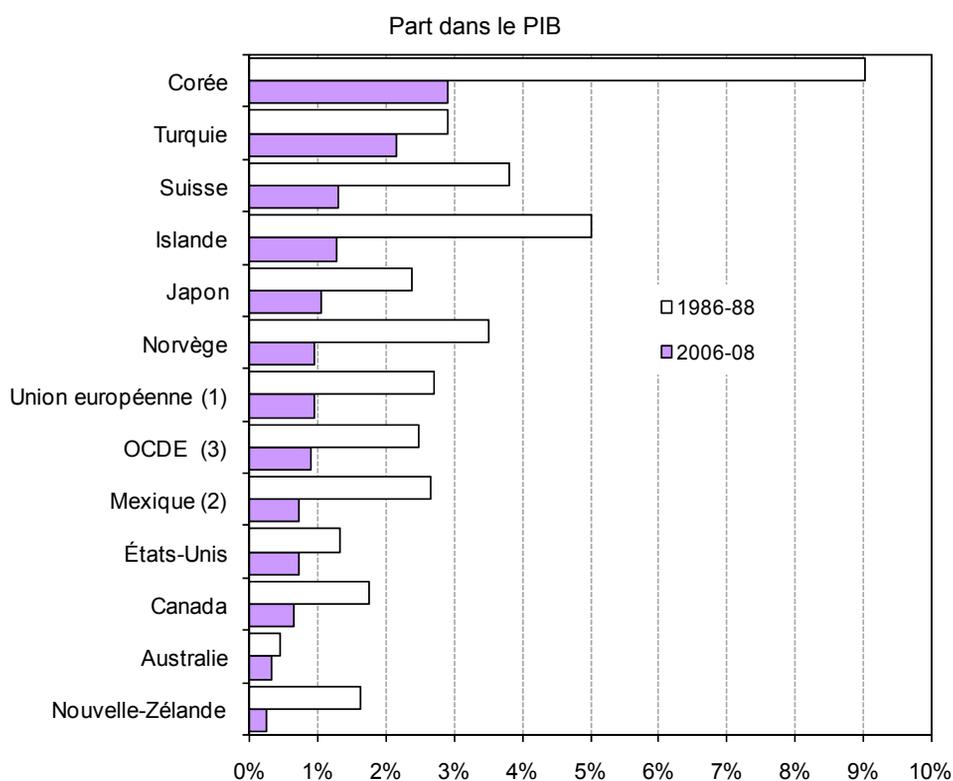
Des travaux poussés sur les modalités de nouveaux engagements en matière d'agriculture ont eu lieu dans le cadre du Programme de Doha pour le développement de l'OMC pendant toute l'année 2008. Ils n'ont pour l'instant abouti à aucun accord multilatéral. Lors du sommet du G20 tenu en mars 2009, les dirigeants des pays ont cependant confirmé leur engagement à parvenir à une conclusion ambitieuse et équilibrée du Programme de Doha pour le développement de l'OMC. Face à ce lent processus multilatéral, de nombreux pays de l'OCDE cherchent à conclure de nouveaux accords commerciaux bilatéraux et régionaux.

La charge globale que représente le soutien à l'agriculture a baissé dans tous les pays de l'OCDE...

Le soutien total au secteur agricole, composé du soutien aux producteurs (l'ESP), du soutien aux services d'intérêt général à l'agriculture, en particulier aux services de recherche, d'infrastructures, d'inspection, de commercialisation et de promotion, ainsi que les subventions aux consommateurs, a été estimé à 368 milliards USD (271 milliards EUR) en 2006-08. Ceci représente 0.9 % du PIB de la zone de l'OCDE, soit une baisse par rapport aux 2.5 % enregistrés en 1986-88. La réduction de la charge que fait peser le soutien de l'agriculture sur l'économie est commune à tous les pays de l'OCDE et correspond essentiellement à la baisse de la part de l'agriculture dans leur PIB (Graphique 3).

...le soutien lié à la production effective diminue...

Parallèlement à la baisse du niveau de soutien relatif, on observe aussi une évolution des modalités d'octroi du soutien. Celui-ci est moins souvent fourni au titre de la production de produits de base ou de l'utilisation d'intrants variables, et de plus en plus souvent en fonction d'autres paramètres, comme la surface ou le nombre d'animaux, et par rapport aux niveaux antérieurs ou fixes de ces paramètres (Graphique 4). La réduction de l'écart entre les prix intérieurs et les prix à la frontière – ramenés de 50 % en 1986-88 (en moyenne pour la zone de l'OCDE) à 16 % en 2006-08 – témoigne clairement de la baisse du soutien lié à la production, bien que le niveau élevé des cours mondiaux ait aussi joué un rôle important ces dernières années.

Graphique 3. Estimation du soutien total par pays, 1986-88 et 2006-08

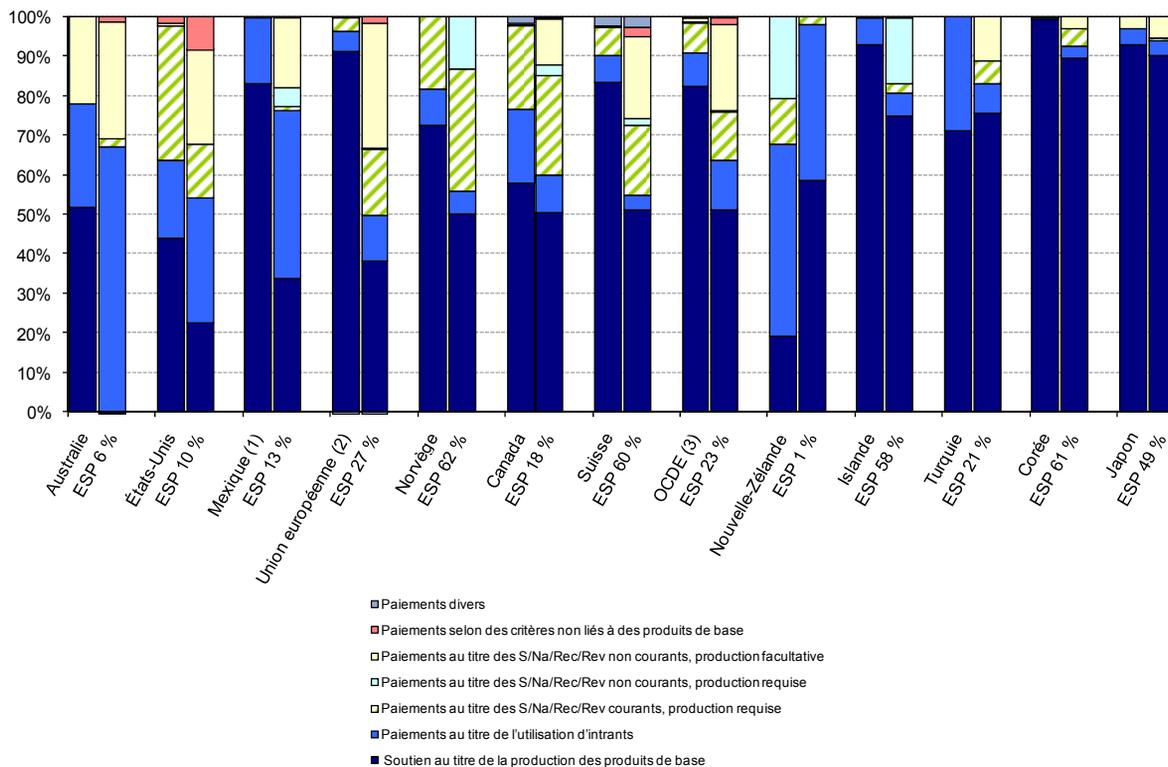
Les pays sont classés en fonction des niveaux au cours de la période 2006-08.

1. UE12 pour 1986-94 y compris l'ex-RDA à partir de 1990 ; UE15 pour 1995-2003 ; UE25 pour 2004-06 ; UE27 à partir de 2007.

2. L'Autriche, la Finlande et la Suède sont incluses dans les totaux pour l'OCDE pour toutes les années et dans le total de l'UE à partir de 1995. La Hongrie, la Pologne, la République slovaque et la République tchèque sont prises en compte dans les totaux OCDE pour toutes les années et dans le total de l'UE à compter de 2004. Le total pour l'OCDE ne comprend pas les pays de l'UE n'appartenant pas à l'OCDE.

3. Pour le Mexique, 1986-88 est remplacé par 1991-93.

Source : OCDE, *Base de données des ESP et des ESC*, 2009.

Graphique 4. Composition de l'estimation du soutien aux producteurs par pays, 1986-88 et 2006-08**En pourcentage de l'ESP**

Les pays sont classés en fonction des niveaux de la part du soutien des prix du marché et des paiements au titre de la production dans l'ESP pour la période 2006-08. La barre de gauche représente la période 1986-88, la barre de droite représente la période 2006-08

1. Pour le Mexique, 1986-88 est remplacé par 1991-93.

2. UE12 pour 1986-94 y compris l'ex-RDA à partir de 1990 ; UE15 pour 1995-2003 ; UE25 pour 2004-06; UE27 à partir de 2007.

3. L'Autriche, la Finlande et la Suède sont incluses dans les totaux pour l'OCDE pour toutes les années et dans les totaux de l'UE à partir de 1995. La Hongrie, la Pologne, la République slovaque et la République tchèque sont prises en compte dans les totaux OCDE pour toutes les années et dans le total de l'UE à compter de 2004. Le total pour l'OCDE ne comprend pas les pays de l'UE n'appartenant pas à l'OCDE.

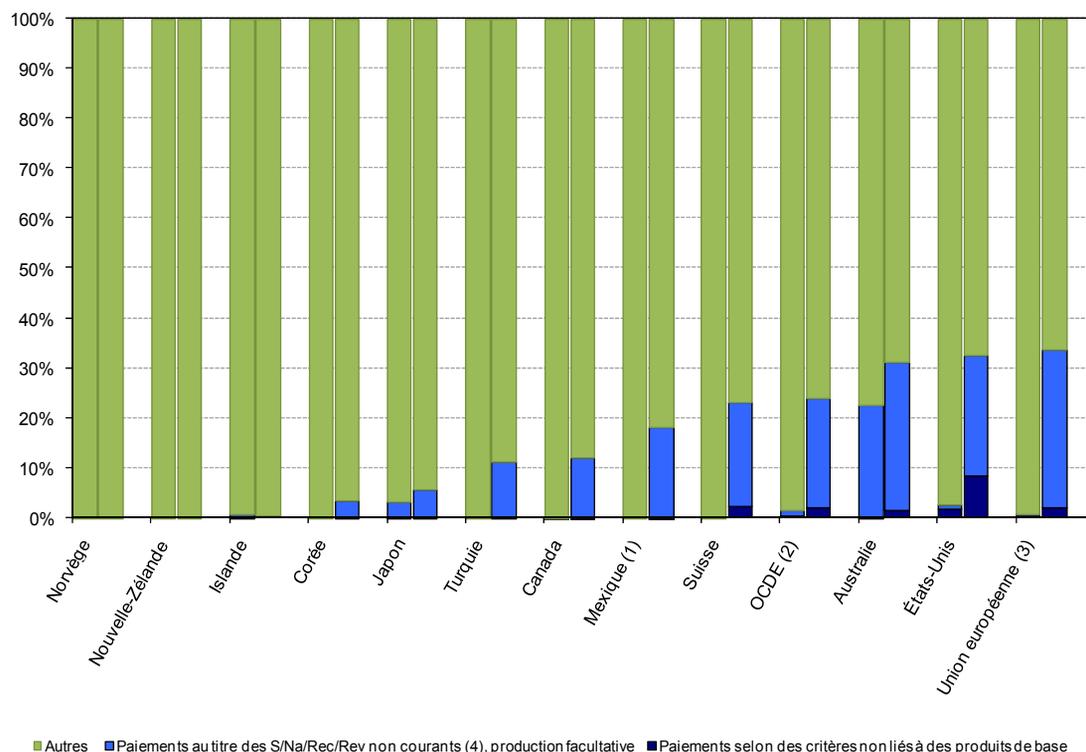
Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2009.

...et davantage de programmes de paiements donnent une plus grande marge de manœuvre aux agriculteurs, parfois libérés de toute obligation de production

Certains programmes récents vont encore plus loin dans le découplage du soutien et de la production. Les paiements aux agriculteurs sont moins liés à la production de produits spécifiques ; ils peuvent dans certains cas être versés à un groupe de produits ou à tous les produits. En outre, en 2006-08 un quart environ de l'ensemble du soutien accordé aux producteurs des pays de l'OCDE résultait de mesures qui n'imposaient aucune obligation de production comme condition d'obtention des paiements ; c'était en particulier le cas des paiements directs des États-Unis ou des paiements uniques dans l'Union européenne (Graphique 5). Cependant, le soutien par produit est élevé pour le riz, le sucre et certains produits animaux. Dans le cas du riz par exemple, il représente 60 % des recettes totales des producteurs pour la période 2006-08 (Graphique 6).

Graphique 5. Paiements non assortis d'exigences de production, par pays, 1986-88 et 2006-08

En pourcentage de l'ESP



Les pays sont classés en fonction des niveaux des paiements au cours de la période 2006-08. La barre de gauche représente la période 1986-88, la barre de droite représente la période 2006-08.

1. Pour le Mexique, 1986-88 est remplacé par 1991-93.

2. L'Autriche, la Finlande et la Suède sont incluses dans les totaux pour l'OCDE pour toutes les années et dans le total de l'UE à partir de 1995. La Hongrie, la Pologne, la République slovaque et la République tchèque sont prises en compte dans les totaux OCDE pour toutes les années et dans le total de l'UE à compter de 2004. Le total pour l'OCDE ne comprend pas les pays de l'UE n'appartenant pas à l'OCDE.

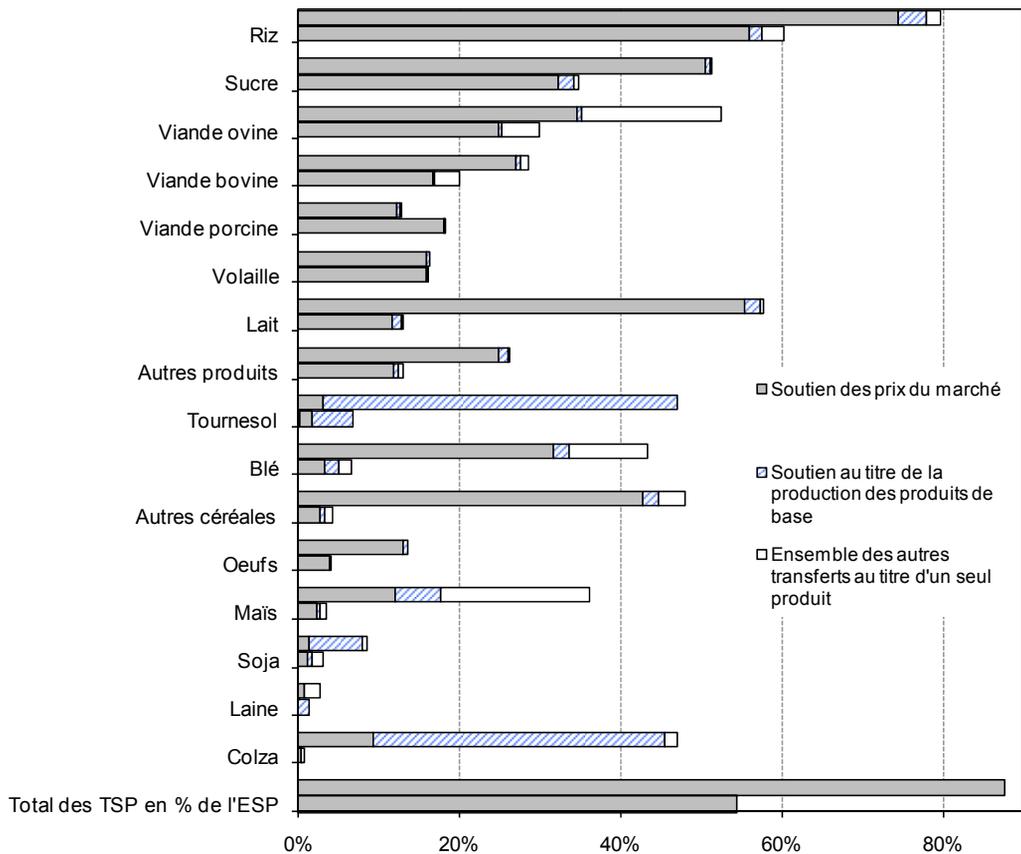
3. UE12 pour 1986-94 y compris l'ex-RDA à partir de 1990 ; UE15 pour 1995-2003 ; UE25 pour 2004-06 ; UE27 à partir de 2007.

4. S (Superficie cultivée), Na (Nombre d'animaux), Rec (Recettes), Rev (Revenu).

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2009.

Graphique 6. OCDE : Transferts au titre d'un seul produit, 1986-88 et 2006-08

En pourcentage des recettes agricoles brutes pour chaque produit



Les produits sont classés en fonction des niveaux au cours de la période 2006-08. La barre supérieure représente la période 1986-88 et la barre inférieure la période 2006-08.

Source : OCDE, *Base de données des ESP et des ESC*, 2009.

De plus en plus, les politiques de soutien obligent les agriculteurs à adopter certaines méthodes de production

Le soutien est de plus en plus conditionné par l'application de certaines méthodes de production répondant à des objectifs plus larges, comme la protection de l'environnement, le bien-être animal ou la sécurité des aliments. Les paiements associés à de telles conditions, qui représentaient 4 % de l'ESP totale de la zone de l'OCDE en 1986-88, sont passés à 32 % en 2006-08, et sont versés pour la plus grande partie dans l'Union européenne. Dans la zone de l'OCDE, ce sont l'Union européenne, les États-Unis et la Suisse qui fournissent les pourcentages les plus élevés (près de 50 %) du soutien total aux producteurs, assorti sous une forme ou sous une autre de contraintes sur les intrants.

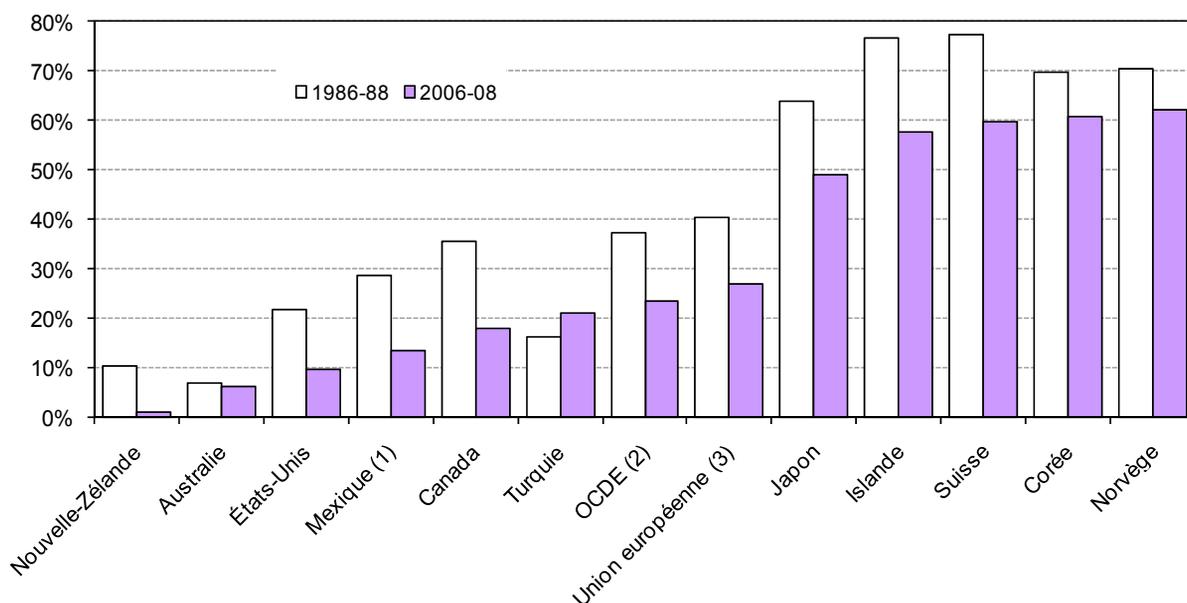
Bien qu'elles aient diminué, les formes de soutien qui entraînent le plus de distorsions continuent de

Malgré une réduction notable dans la plupart des pays de l'OCDE du niveau de soutien et de la part des formes de soutien qui peuvent entraîner le plus de distorsions de la production et des échanges, les mesures qui sont considérées comme étant les plus susceptibles d'entraîner des distorsions continuent de dominer. En 2006-08, le soutien au titre de la production (qui comprend également la protection

dominer et les progrès de la réforme sont inégaux d'un pays à l'autre

à la frontière) et le soutien au titre des intrants variables sans contrainte d'utilisation représentaient 56 % de l'ESP totale de la zone de l'OCDE. En outre, les progrès accomplis ne sont pas uniformes : certains pays ont pris de l'avance dans la mise en place de formes de soutien plus découplées, tandis que d'autres entament à peine le processus. Le niveau de soutien aux producteurs dans les pays de l'OCDE s'échelonnait largement en 2006-08 : il s'élevait à 1 % en Nouvelle-Zélande, 6 % en Australie, 10 % aux États-Unis, 13 % au Mexique, 18 % au Canada, 21 % en Turquie, 27 % dans l'Union européenne, 49 % au Japon, 58 % en Islande, 60 % en Suisse, 61 % en Corée et 62 % en Norvège (Graphique 7).

Graphique 7. Estimation du soutien aux producteurs par pays, 1986-88 et 2006-08
En pourcentage des recettes agricoles brutes



Les pays sont classés en fonction des niveaux de soutien pour 2006-08.

1. Pour le Mexique, 1986-88 est remplacé par 1991-93.

2. L'Autriche, la Finlande et la Suède sont incluses dans les totaux pour l'OCDE pour toutes les années et dans le total de l'UE à partir de 1995. La Hongrie, la Pologne, la République slovaque et la République tchèque sont prises en compte dans les totaux OCDE pour toutes les années et dans les totaux de l'UE à compter de 2004. Le total pour l'OCDE ne comprend pas les pays de l'UE n'appartenant pas à l'OCDE.

3. UE12 pour 1986-94 y compris l'ex-RDA à partir de 1990 ; UE15 pour 1995-2003 ; UE25 pour 2004-06 ; UE27 à partir de 2007.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2009.

Les conditions actuelles de l'économie et du marché présentent de nouveaux défis...

La crise économique mondiale, la concurrence accrue pour des ressources rares, l'instabilité croissante des prix ainsi que le renforcement des préoccupations en matière de sécurité alimentaire dans le monde représentent autant de défis auxquels ont à faire face les décideurs de l'action publique. Les efforts des pouvoirs publics en vue de stimuler l'activité économique puisent substantiellement sur la capacité fiscale dans nombre de pays. Lorsque les pays sortiront de la récession, les pouvoirs publics devront faire face à des situations budgétaires plus difficiles, qui les inciteront probablement à revoir de nouveau les politiques sectorielles dans de nombreux domaines, y compris l'agriculture.

...et ouvrent de nouvelles possibilités de réforme des politiques

Prospectivement, ces conditions pourraient représenter une occasion pour les pouvoirs publics de vérifier que ces politiques restent bien adaptées à l'évolution de leurs objectifs économiques, sociaux et environnementaux.

Tableau 1. OCDE : Estimation du soutien à l'agriculture
Millions USD

	1986-88	2006-08	2006	2007	2008p
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	591 827	995 974	859 454	1 023 701	1 104 766
<i>dont part de produits SPM (%)</i>	72	68	67	69	69
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	557 761	965 467	833 331	985 335	1 077 736
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	239 921	261 222	258 185	259 995	265 487
Soutien au titre de la production des produits de base	197 104	133 152	140 148	131 754	127 555
<i>Soutien des prix du marché</i>	184 702	127 285	132 278	126 980	122 596
<i>Paievements au titre de la production</i>	12 401	5 867	7 870	4 774	4 959
Paievements au titre de l'utilisation d'intrants	20 172	32 360	29 524	32 654	34 903
<i>Utilisation d'intrants variables</i>	9 745	12 756	12 269	12 618	13 380
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	739	512	518	502	517
<i>Formation de capital fixe</i>	6 863	11 083	9 629	11 409	12 210
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	1 235	1 829	1 694	1 669	2 124
<i>Services utilisés sur l'exploitation</i>	3 563	8 521	7 625	8 626	9 312
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	439	1 081	1 107	1 055	1 082
Paievements au titre des S/Na/Rec/Rev ¹ courants, production requise	18 744	32 036	29 521	30 733	35 856
<i>Au titre des Recettes / du Revenu</i>	2 058	3 737	3 873	3 132	4 206
<i>Au titre de la Superficie cultivée / du Nombre d'animaux</i>	16 686	28 299	25 647	27 601	31 649
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	3 719	22 173	20 751	21 056	24 712
Paievements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	533	1 052	819	1 414	923
Paievements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	2 080	57 379	53 402	57 799	60 936
<i>Taux variables</i>	181	1 378	2 119	1 686	328
<i>avec exceptions concernant les produits</i>	0	900	1 604	1 011	84
<i>Taux fixes</i>	1 899	56 001	51 283	56 113	60 607
<i>avec exceptions concernant les produits</i>	1 561	31 417	32 812	34 632	26 808
Paievements selon des critères non liés à des produits de base	1 077	5 234	4 992	5 574	5 137
<i>Retrait de ressources à long terme</i>	1 076	4 274	4 155	4 635	4 033
<i>Production de produits particuliers autres que des produits de base</i>	1	790	686	792	893
<i>Autres critères non liés à des produits de base</i>	0	170	151	147	211
Paievements divers	211	9	-220	67	178
ESP en pourcentage	37	23	26	22	21
CNP des producteurs	1.50	1.16	1.20	1.15	1.13
CNS aux producteurs	1.59	1.31	1.36	1.29	1.27
Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)	40 023	76 665	76 043	74 416	79 536
Recherche et développement	3 551	7 856	7 170	8 113	8 284
Établissements d'enseignement agricole	842	2 131	1 679	2 467	2 247
Services d'inspection	1 045	3 207	3 077	3 251	3 292
Infrastructures	13 963	21 991	22 473	20 726	22 774
Commercialisation et promotion	13 164	37 808	38 021	36 032	39 371
Stockage public	5 872	1 066	1 160	1 181	856
Divers	1 587	2 607	2 462	2 647	2 712
ESSG en pourcentage de l'EST (%)	13	21	21	20	21
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-160 828	-116 712	-123 909	-118 240	-107 989
Transferts des consommateurs aux producteurs	-171 210	-125 568	-130 313	-126 515	-119 877
Autres transferts des consommateurs	-22 187	-22 846	-23 765	-24 620	-20 154
Transferts des contribuables aux consommateurs	19 674	29 951	29 019	29 903	30 929
Surcoût de l'alimentation animale	12 894	1 751	1 150	2 992	1 112
ESC en pourcentage	-30	-13	-15	-12	-10
CNP des consommateurs	1.54	1.19	1.23	1.18	1.15
CNS aux consommateurs	1.43	1.15	1.18	1.14	1.12
Estimation du soutien total (EST)	299 618	367 838	363 247	364 314	375 953
Transferts des consommateurs	193 397	148 414	154 078	151 135	140 030
Transferts des contribuables	128 408	242 270	232 934	237 800	256 076
Recettes budgétaires	-22 187	-22 846	-23 765	-24 620	-20 154
EST en pourcentage du PIB (%)²	2.48	0.89	0.96	0.88	0.84

p : provisoire. CNP : Coefficient nominal de protection. CNS : Coefficient nominal de soutien.

1. S (Superficie cultivée), Na (Nombre d'animaux), Rec (Recettes), Rev (Revenu).

Le soutien des prix du marché s'entend net de prélèvements aux producteurs et de surcoût de l'alimentation animale. Pour les produits SPM, se reporter aux notes des tableaux des différents pays présentés au chapitre 2.

2. L'EST en pourcentage du PIB de l'OCDE pour 1986-88 n'inclut pas la Hongrie, la Pologne, la République slovaque et la République tchèque dont le PIB n'est pas disponible pour ces dates.

Source : OCDE, *Base de données des ESP et des ESC*, 2009.

Tableau 2. OCDE : Estimation du soutien à l'agriculture
Millions EUR

	1986-88	2006-08	2006	2007	2008p
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	536 113	729 388	684 725	747 799	755 640
<i>dont part de produits SPM (%)</i>	72	68	67	69	69
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	504 857	706 946	663 912	719 773	737 152
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	218 064	192 402	205 695	189 922	181 589
Soutien au titre de la production des produits de base	179 139	98 382	111 655	96 244	87 245
<i>Soutien des prix du marché</i>	167 836	93 999	105 385	92 757	83 854
<i>Paievements au titre de la production</i>	11 303	4 383	6 270	3 487	3 392
Paievements au titre de l'utilisation d'intrants	18 270	23 749	23 521	23 853	23 873
<i>Utilisation d'intrants variables</i>	8 847	9 381	9 775	9 217	9 152
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	679	378	413	367	354
<i>Formation de capital fixe</i>	6 207	8 119	7 672	8 334	8 352
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	1 124	1 341	1 350	1 219	1 453
<i>Services utilisés sur l'exploitation</i>	3 217	6 249	6 075	6 301	6 369
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	397	798	882	771	740
Paievements au titre des S/Na/Rec/Rev ¹ courants, production requise	17 110	23 498	23 519	22 450	24 525
<i>Au titre des Recettes / du Revenu</i>	1 912	2 750	3 086	2 288	2 877
<i>Au titre de la Superficie cultivée / du Nombre d'animaux</i>	15 197	20 748	20 433	20 162	21 648
<i>avec contraintes sur les intrants</i>	3 300	16 272	16 532	15 381	16 903
Paievements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	505	772	652	1 033	631
Paievements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	1 900	42 148	42 545	42 221	41 679
<i>Taux variables</i>	161	1 048	1 688	1 232	225
<i>avec exceptions concernant les produits</i>	0	691	1 278	739	57
<i>Taux fixes</i>	1 739	41 100	40 857	40 990	41 454
<i>avec exceptions concernant les produits</i>	1 417	23 258	26 141	25 298	18 336
Paievements selon des critères non liés à des produits de base	942	3 854	3 977	4 072	3 514
<i>Retrait de ressources à long terme</i>	941	3 152	3 311	3 386	2 758
<i>Production de produits particuliers autres que des produits de base</i>	1	578	546	578	611
<i>Autres critères non liés à des produits de base</i>	0	124	120	108	144
Paievements divers	198	-1	-175	49	122
ESP en pourcentage	37	23	26	22	21
CNP des producteurs	1.50	1.16	1.20	1.15	1.13
CNS aux producteurs	1.59	1.31	1.36	1.29	1.27
Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)	36 284	56 448	60 583	54 360	54 401
Recherche et développement	3 216	5 768	5 712	5 926	5 666
Établissements d'enseignement agricole	762	1 559	1 338	1 802	1 537
Services d'inspection	946	2 359	2 451	2 375	2 252
Infrastructures	12 670	16 207	17 904	15 140	15 577
Commercialisation et promotion	11 959	27 847	30 291	26 321	26 929
Stockage public	5 294	791	924	863	585
Divers	1 438	1 917	1 962	1 933	1 855
ESSG en pourcentage de l'EST (%)	13	21	21	20	21
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-145 937	-86 317	-98 718	-86 372	-73 862
Transferts des consommateurs aux producteurs	-155 545	-92 744	-103 820	-92 417	-81 993
Autres transferts des consommateurs	-20 033	-16 901	-18 933	-17 985	-13 785
Transferts des contribuables aux consommateurs	17 852	22 039	23 119	21 844	21 155
Surcoût de l'alimentation animale	11 790	1 288	916	2 186	761
ESC en pourcentage	-30	-13	-15	-12	-10
CNP des consommateurs	1.54	1.19	1.23	1.18	1.15
CNS aux consommateurs	1.43	1.15	1.18	1.14	1.12
Estimation du soutien total (EST)	272 200	270 890	289 398	266 126	257 145
Transferts des consommateurs	175 578	109 644	122 753	110 402	95 778
Transferts des contribuables	116 655	178 146	185 578	173 709	175 152
Recettes budgétaires	-20 033	-16 901	-18 933	-17 985	-13 785
EST en pourcentage du PIB (%)²	2.48	0.89	0.96	0.88	0.84

p : provisoire. CNP : Coefficient nominal de protection. CNS : Coefficient nominal de soutien.

1. S (Superficie cultivée), Na (Nombre d'animaux), Rec (Recettes), Rev (Revenu).

Le soutien des prix du marché s'entend net de prélèvements aux producteurs et de surcoût de l'alimentation animale. Pour les produits SPM, se reporter aux notes des tableaux des différents pays présentés au chapitre 2.

2. L'EST en pourcentage du PIB de l'OCDE pour 1986-88 n'inclut pas la Hongrie, la Pologne, la République slovaque et la République tchèque dont le PIB n'est pas disponible pour ces dates.

Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2009.

Tableau 3. OCDE : Estimation du soutien aux producteurs par pays

		1986-88	2006-08	2006	2007	2008p
Australie	Millions USD	931	2 178	1 833	2 488	2 213
	Millions EUR	865	1 597	1 461	1 818	1 514
	ESP en pourcentage	7	6	6	7	6
	CNP des producteurs	1.04	1.00	1.00	1.00	1.00
	CNS aux producteurs	1.07	1.07	1.07	1.07	1.06
Canada	Millions USD	6 019	6 594	6 839	7 413	5 532
	Millions EUR	5 491	4 882	5 448	5 415	3 784
	ESP en pourcentage	36	18	22	19	13
	CNP des producteurs	1.39	1.11	1.16	1.12	1.07
	CNS aux producteurs	1.56	1.22	1.28	1.24	1.15
Union européenne¹	Millions USD	99 742	138 866	131 041	135 111	150 445
	Millions EUR	90 536	101 999	104 400	98 697	102 902
	ESP en pourcentage	40	27	31	25	25
	CNP des producteurs	1.76	1.15	1.19	1.13	1.12
	CNS aux producteurs	1.68	1.37	1.44	1.34	1.33
Islande	Millions USD	193	213	237	237	166
	Millions EUR	174	158	189	173	114
	ESP en pourcentage	77	58	65	57	51
	CNP des producteurs	4.19	2.14	2.61	2.04	1.77
	CNS aux producteurs	4.32	2.41	2.88	2.31	2.04
Japon	Millions USD	49 590	38 853	39 356	35 581	41 622
	Millions EUR	44 967	28 605	31 355	25 991	28 469
	ESP en pourcentage	64	49	52	48	48
	CNP des producteurs	2.63	1.87	1.99	1.81	1.81
	CNS aux producteurs	2.76	1.96	2.06	1.91	1.92
Corée	Millions USD	12 055	23 389	25 827	25 988	18 354
	Millions EUR	10 821	17 371	20 576	18 984	12 554
	ESP en pourcentage	70	61	65	65	52
	CNP des producteurs	3.32	2.44	2.70	2.68	1.94
	CNS aux producteurs	3.38	2.61	2.88	2.86	2.07
Mexique²	Millions USD	8 495	6 194	5 805	6 438	6 339
	Millions EUR	6 914	4 554	4 625	4 703	4 336
	ESP en pourcentage	29	13	14	14	13
	CNP des producteurs	1.34	1.05	1.07	1.06	1.04
	CNS aux producteurs	1.40	1.16	1.16	1.16	1.15
Nouvelle-Zélande	Millions USD	432	102	99	115	92
	Millions EUR	413	75	79	84	63
	ESP en pourcentage	10	1	1	1	1
	CNP des producteurs	1.02	1.01	1.01	1.01	1.00
	CNS aux producteurs	1.12	1.01	1.01	1.01	1.01
Norvège	Millions USD	2 794	3 322	3 053	3 171	3 742
	Millions EUR	2 528	2 436	2 432	2 316	2 559
	ESP en pourcentage	70	62	65	59	62
	CNP des producteurs	4.14	1.97	2.28	1.74	1.88
	CNS aux producteurs	3.38	2.64	2.89	2.42	2.62
Suisse	Millions USD	5 385	5 175	5 203	4 681	5 640
	Millions EUR	4 860	3 807	4 145	3 419	3 857
	ESP en pourcentage	77	60	66	55	58
	CNP des producteurs	4.80	1.83	2.18	1.59	1.73
	CNS aux producteurs	4.38	2.53	2.97	2.22	2.38

Tableau 3. OCDE : Estimation du soutien aux producteurs par pays (suite)

		1986-88	2006-08	2006	2007	2008p
Turquie	Millions USD	3 118	12 915	10 592	11 807	16 347
	Millions EUR	2 826	9 415	8 438	8 625	11 181
	ESP en pourcentage	16	21	20	19	25
	CNP des producteurs	1.17	1.21	1.20	1.14	1.29
	CNS aux producteurs	1.19	1.27	1.25	1.23	1.33
États-Unis	Millions USD	36 219	29 473	31 199	33 963	23 259
	Millions EUR	33 118	21 858	24 856	24 809	15 909
	ESP en pourcentage	22	10	11	10	7
	CNP des producteurs	1.13	1.03	1.03	1.04	1.00
	CNS aux producteurs	1.28	1.11	1.13	1.11	1.07
OCDE³	Millions USD	239 921	261 222	258 185	259 995	265 487
	Millions EUR	218 064	192 402	205 695	189 922	181 589
	Percentage PSE	37	23	26	22	21
	Producer NPC	1.50	1.16	1.20	1.15	1.13
	Producer NAC	1.59	1.31	1.36	1.29	1.27

p : provisoire. CNP : Coefficient nominal de protection. CNS : Coefficient nominal de soutien.

1. UE12 en 1986-94 inclut l'ex-RDA à partir de 1990 ; UE15 en 1995-2003 ; UE25 en 2004-06 ; UE27 à partir de 2007.

2. Pour le Mexique, la période 1986-88 est remplacée par 1991-93.

3. L'Autriche, la Finlande et la Suède sont incluses dans les totaux OCDE pour toutes les années et dans le total UE à partir de 1995. La Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la République slovaque sont incluses dans les totaux OCDE pour toutes les années et dans les totaux UE à partir de 2004. Le total OCDE ne comprend pas les pays de l'UE non membres de l'OCDE.

Source : OCDE, *Base de données des ESP et des ESC*, 2009.

Tableau 4. OCDE : Estimation du soutien aux consommateurs par pays

		1986-88	2006-08	2006	2007	2008p
Australie	Millions USD	- 386	- 202	- 185	- 210	- 211
	Millions EUR	- 354	- 148	- 147	- 153	- 144
	ESC en pourcentage	- 7	- 1	- 1	- 1	- 1
	CNP des consommateurs	1.06	1.00	1.00	1.00	1.00
	CNS aux consommateurs	1.08	1.01	1.01	1.01	1.01
Canada	Millions USD	- 2 852	- 3 805	- 4 578	- 4 075	- 2 762
	Millions EUR	- 2 583	- 2 838	- 3 647	- 2 977	- 1 889
	ESC en pourcentage	- 25	- 16	- 21	- 16	- 11
	CNP des consommateurs	1.37	1.19	1.27	1.19	1.12
	CNS aux consommateurs	1.33	1.19	1.27	1.19	1.12
Union européenne¹	Millions USD	- 74 438	- 48 964	- 50 566	- 45 466	- 50 859
	Millions EUR	- 67 631	- 36 095	- 40 286	- 33 212	- 34 787
	ESC en pourcentage	-37	-12	-15	-10	-10
	CNP des consommateurs	1.75	1.14	1.18	1.13	1.12
	CNS aux consommateurs	1.59	1.13	1.17	1.12	1.11
Islande	Millions USD	-112	-102	-123	-112	-72
	Millions EUR	-101	-76	-98	-82	-49
	ESC en pourcentage	-70	-42	-53	-41	-33
	CNP des consommateurs	4.39	1.79	2.15	1.71	1.51
	CNS aux consommateurs	3.47	1.76	2.12	1.68	1.48
Japon	Millions USD	- 61 128	- 44 943	- 46 711	- 40 767	- 47 352
	Millions EUR	- 55 248	- 33 127	- 37 215	- 29 780	- 32 388
	ESC en pourcentage	-62	-42	-45	-40	-41
	CNP des consommateurs	2.64	1.73	1.84	1.67	1.69
	CNS aux consommateurs	2.64	1.73	1.83	1.67	1.69
Corée	Millions USD	- 11 754	- 27 523	- 30 779	- 31 812	- 19 976
	Millions EUR	- 10 567	- 20 474	- 24 522	- 23 238	- 13 664
	ESC en pourcentage	-66	-58	-63	-62	-48
	CNP des consommateurs	2.92	2.43	2.72	2.65	1.91
	CNS aux consommateurs	2.91	2.42	2.71	2.65	1.91
Mexique²	Millions USD	- 6 357	- 1 903	- 2 208	- 2 384	- 1 119
	Millions EUR	- 5 173	- 1 422	- 1 759	- 1 742	- 765
	ESC en pourcentage	-25	-4	-6	-5	-2
	CNP des consommateurs	1.38	1.05	1.07	1.06	1.03
	CNS aux consommateurs	1.32	1.04	1.06	1.05	1.02
Nouvelle-Zélande	Millions USD	- 60	- 60	- 59	- 71	- 51
	Millions EUR	- 56	- 45	- 47	- 52	- 35
	ESC en pourcentage	-6	-3	-3	-3	-2
	CNP des consommateurs	1.07	1.03	1.03	1.03	1.02
	CNS aux consommateurs	1.07	1.03	1.03	1.03	1.02
Norvège	Millions USD	- 1 332	- 1 533	- 1 481	- 1 399	- 1 718
	Millions EUR	- 1 210	- 1 126	- 1 180	- 1 022	- 1 175
	ESC en pourcentage	-56	-44	-50	-39	-43
	CNP des consommateurs	3.29	1.86	2.13	1.66	1.78
	CNS aux consommateurs	2.28	1.80	2.01	1.64	1.76
Suisse	Millions USD	- 4 937	- 3 084	- 3 330	- 2 573	- 3 349
	Millions EUR	- 4 451	- 2 275	- 2 653	- 1 880	- 2 291
	ESC en pourcentage	-73	-43	-52	-37	-41
	CNP des consommateurs	4.72	1.83	2.16	1.62	1.72
	CNS aux consommateurs	3.72	1.78	2.08	1.58	1.70

Tableau 4. OCDE : Estimation du soutien aux consommateurs par pays (suite)

		1986-88	2006-08	2006	2007	2008p
Turquie	Millions USD	- 2 394	- 7 639	- 6 058	- 5 271	- 11 589
	Millions EUR	- 2 177	- 5 535	- 4 826	- 3 850	- 7 927
	ESC en pourcentage	-16	-14	-15	-10	-18
	CNP des consommateurs	1.21	1.18	1.19	1.12	1.23
	CNS aux consommateurs	1.19	1.17	1.17	1.11	1.22
États-Unis	Millions USD	- 3 791	20 087	19 663	12 645	27 952
	Millions EUR	- 3 491	14 674	15 666	9 237	19 119
	ESC en pourcentage	-3	9	10	5	11
	CNP des consommateurs	1.12	1.03	1.03	1.05	1.00
	CNS aux consommateurs	1.03	0.92	0.91	0.95	0.90
OCDE³	Millions USD	- 160 828	- 116 712	- 123 909	- 118 240	- 107 989
	Millions EUR	- 145 937	- 86 317	- 98 718	- 86 372	- 73 862
	ESC en pourcentage	-30	-13	-15	-12	-10
	CNP des consommateurs	1.54	1.19	1.23	1.18	1.15
	CNS aux consommateurs	1.43	1.15	1.18	1.14	1.12

p : provisoire. CNP : Coefficient nominal de protection. CNS : Coefficient nominal de soutien.

1. UE12 en 1986-94 inclut l'ex-RDA à partir de 1990 ; UE15 en 1995-2003 ; UE25 en 2004-06 ; UE27 à partir de 2007.

2. Pour le Mexique, la période 1986-88 est remplacée par 1991-93.

3. L'Autriche, la Finlande et la Suède sont incluses dans les totaux OCDE pour toutes les années et dans le total UE à partir de 1995. La Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la République slovaque sont incluses dans les totaux OCDE pour toutes les années et dans les totaux UE à partir de 2004. Le total OCDE ne comprend pas les pays de l'UE non membres de l'OCDE.

Source : OCDE, *Base de données des ESP et des ESC*, 2009.

Table des matières

Résumé

Partie I. Suivi et évaluation des politiques

Chapitre 1. Évaluation des évolutions récentes des politiques agricoles et du soutien à l'agriculture

Principales évolutions de l'économie et des marchés

Incidences de la crise financière et économique et réactions en terme de politique agricole

Principales évolutions des politiques agricoles

Évolution du soutien à l'agriculture

Évaluation de l'avancée des réformes

Références

Annexe 1.A. Principes d'action et critères opérationnels

Annexe 1.B. Définition des indicateurs de soutien à l'agriculture de l'OCDE

Annexe 1.C. La classification des mesures entrant dans l'ESP

Chapitre 2 – Évolutions des politiques agroenvironnementales des pays de l'OCDE

1. Ciblage des politiques sur les problèmes environnementaux en agriculture

2. Instruments d'action utilisés pour s'attaquer aux problèmes environnementaux en agriculture

3. Paiements agroenvironnementaux dans le contexte global de la politique agricole

4. Résumé et conclusions

Partie II. L'essentiel par pays

Chapitre 3. Australie

Chapitre 4. Canada

Chapitre 5. Union Européenne

Chapitre 6. Islande

Chapitre 7. Japon

Chapitre 8. Corée

Chapitre 9. Mexique

Chapitre 10. Nouvelle Zélande

Chapitre 11. Norvège

Chapitre 12. Suisse

Chapitre 13. Turquie

Chapitre 14. États-Unis

Partie III. Tableaux récapitulatifs des estimations du soutien à l'agriculture des pays de l'OCDE

Encadrés

Encadré 1.1. La chronologie de la crise économique et la forte variation du prix des produits de base

Encadré 1.2. Panorama des réformes engagées dans l'Union européenne, aux États-Unis et au Canada

Encadré annexe 1.A. Classification des ESP et autres indicateurs du soutien appliqués jusque 2006

Encadré annexe 1.B. Classification des mesures entrant dans l'ESP mise en œuvre à partir de 2007

Encadré annexe 1.C. Définitions des catégories dans la nouvelle classification des ESP

Encadré 2.1. Classification des paiements agroenvironnementaux dans l'*Inventaire*

- Encadré 2.2. Comment les paiements agroenvironnementaux sont-ils classés dans l'ESP?
- Encadré 3.1. Australie : octroi du soutien en fonction des produits
- Encadré 4.1. Canada : octroi du soutien en fonction des produits
- Encadré 5.1. Union européenne : octroi du soutien en fonction des produits
- Encadré 5.2. Bilan de santé
- Encadré 5.3. Réforme de l'organisation commune de marché dans le secteur des fruits et légumes
- Encadré 5.4. Réforme de l'organisation commune de marchés dans le secteur du vin
- Encadré 6.1. Islande : octroi du soutien en fonction des produits
- Encadré 7.1. Japon : octroi du soutien en fonction des produits
- Encadré 8.1. Corée : octroi du soutien en fonction des produits
- Encadré 9.1. Mexique : octroi du soutien en fonction des produits
- Encadré 10.1. Nouvelle-Zélande : octroi du soutien en fonction des produits
- Encadré 11.1. Norvège : octroi du soutien en fonction des produits
- Encadré 12.1. Suisse : octroi du soutien en fonction des produits
- Encadré 13.1. Turquie : octroi du soutien en fonction des produits
- Encadré 14.1. États-Unis: octroi du soutien en fonction des produits

Tableaux (*Parties I et II*)

- Tableau 1.1. Crédit au secteur agricole
- Tableau 1.2. Revenu agricole et valeur de la production dans certains pays de l'OCDE
- Tableau 1.3. OCDE : Estimation du soutien à l'agriculture
- Tableau 1.4. OCDE : Estimation du soutien à l'agriculture
- Tableau 1.5. Contributions aux variations de l'Estimation du Soutien aux Producteurs par pays entre 2007 et 2008
- Tableau annexe 1.1. Quelques exemples de mesures de politique agricole prises pour limiter les conséquences des fluctuations de prix et de la crise financière
- Tableau annexe 1.2. Contribution aux variations du Soutien des Prix du Marché par pays, entre 2007 et 2008
- Tableau annexe 1.3. Contribution aux variations de prix à la frontière par pays entre 2007 et 2008
- Tableau 3.1. Australie : Estimation du soutien à l'agriculture
- Tableau 4.1. Canada : Estimation du soutien à l'agriculture
- Tableau 5.1. Union européenne: Estimation du soutien à l'agriculture (UE27)
- Tableau 5.2. Union européenne: Estimation du soutien à l'agriculture (UE25)
- Tableau 5.3. Principaux paiements directs nationaux complémentaires (PDNC) dans les nouveaux États membres
- Tableau annexe 5.1. Mesures sélectionnées par les États membres dans les PDR pour la période 2007-13
- Tableau annexe 5.2. Fonds des PDR selon les axes et par État membre, 2007-13
- Table 6.1. Islande : Estimations du soutien à l'agriculture
- Tableau 7.1. Japon : Estimation du soutien à l'agriculture
- Tableau 7.2. Japon : prix administrés
- Tableau 7.3. Japon : prix garantis par veaux par tête
- Tableau 8.1. Corée : Estimation du soutien à l'agriculture
- Tableau 8.2. Corée : Dépenses relatives aux paiements directs
- Tableau 8.3. Corée : Accès minimum au marché du riz
- Tableau 9.1. Mexique : Estimation du soutien à l'agriculture
- Tableau 10.1. Nouvelle-Zélande : Estimation du soutien à l'agriculture
- Tableau 11.1. Norvège : Estimation du soutien à l'agriculture
- Tableau 12.1. Suisse : Estimation du soutien à l'agriculture
- Tableau 12.2. Suisse : paiements directs 2007-08
- Tableau 13.1. Turquie : Estimation du soutien à l'agriculture
- Tableau 13.2. Turquie : Prix d'achat pour les céréales, le sucre et le tabac
- Tableau 13.3. Turquie: Taux de subvention aux exportations, 2008
- Tableau 14.1. États-Unis : Estimation du soutien à l'agriculture

Tableau 14.2. États-Unis : Montant des paiements en faveur des cultures selon les Lois agricoles de 2002 et de 2008

Graphiques (*Parties I et II*)

- Graphique 1.1. Indicateurs macroéconomiques et indicateurs de prix des produits de base dans les pays de l'OCDE
- Graphique 1.2. Faculté de résistance de l'agriculture à la crise financière et économique : exemples sectoriels
- Graphique 1.3. Évolution des indicateurs de soutien de l'OCDE, 1986-2008
- Graphique 1.4. Estimation du soutien aux producteurs par pays, 1986-88 et 2006-08
- Graphique 1.5. Estimation du soutien aux consommateurs par pays, 1986-88 et 2006-08
- Graphique 1.6. OCDE: Composition de l'estimation du soutien aux producteurs, 1986-2008
- Graphique 1.7. Composition de l'estimation du soutien aux producteurs par pays, 1986-88 et 2006-08
- Graphique 1.8. Coefficient nominal de soutien aux producteurs par pays, 1986-88 et 2006-08
- Graphique 1.9. OCDE : Transferts au titre d'un seul produit, 1986-88 et 2006-08
- Graphique 1.10. Paiements non assortis d'exigences de production, par pays, 1986-88 et 2006-08
- Graphique 1.11. Paiements avec contraintes sur les intrants en pourcentages des recettes agricoles brutes, 1986-88 et 2006-08
- Graphique 1.12. Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général, 1986-88 et 2006-08
- Graphique 1.13. Estimation du soutien total par pays, 1986-88 et 2006-08
- Graphique 1.14. OCDE : Évolution du niveau et de la composition du soutien aux producteurs
- Graphique 3.1. Australie: Estimation du soutien aux producteurs par pays, 2006-08
- Graphique 3.2. Australie : Niveau et composition de l'ESP selon le type de soutien, 1986-2008
- Graphique 3.3. Australie : TSP aux producteurs par produit, 2006-08
- Graphique 3.4. Australie : Niveau de l'ESP et octroi du soutien en fonction des produits, 1986-2008
- Graphique 3.5. Australie : Autres transferts aux producteurs, 1986-2008
- Graphique 4.1. Canada : Estimation du soutien aux producteurs par pays, 2006-08
- Graphique 4.2. Canada : Niveau et composition de l'ESP selon le type de soutien, 1986-2008
- Graphique 4.3. Canada : TSP aux producteurs par produit, 2006-08
- Graphique 4.4. Canada : Niveau de l'ESP et octroi du soutien en fonction des produits, 1986-2008
- Graphique 4.5. Canada : autres transferts aux producteurs, 1986-2008
- Graphique 5.1. Union européenne : Estimation du soutien aux producteurs par pays, 2006-08
- Graphique 5.2. Union européenne : Niveau et composition de l'ESP selon le type de soutien, 1986-2008¹
- Graphique 5.3. Union européenne : TSP aux producteurs par produit, 2006-08
- Graphique 5.4. Union européenne : Niveau de l'ESP et octroi du soutien en fonction des produits, 1986-2008
- Graphique 5.5. Union européenne : Autres transferts aux producteurs, 1986-2008
- Graphique 5.6. Union européenne : FEAGA et FEADER dépenses par pays membre, 2008
- Graphique 5.7. Distribution des fonds des PDR au niveau national et de l'UE selon les axes et par état membre, 2007-13
- Graphique 5.8. Distribution des dépenses au titre du FEAGA par axe et par mesure en 2008
- Graphique annexe 5.1. Fonds PDR par axe et par état membre : contribution de l'UE et contribution nationale, 2007-13
- Graphique 6.1. Islande : Estimation du soutien aux producteurs par pays, 2006-08
- Graphique 6.2. Islande : Niveau et composition de l'ESP selon le type de soutien, 1986-2008
- Graphique 6.3. Islande : TSP aux producteurs par produit, 2006-08
- Graphique 6.4. Islande : Niveau des ESP et lien entre soutien et produit, 1986-2008
- Graphique 6.5. Islande : Autres transferts aux producteurs, 1986-2008
- Graphique 7.1. Japon: Estimation du soutien aux producteurs par pays, 2006-08
- Graphique 7.2. Japon : Niveau et composition de l'ESP selon le type de soutien, 1986-2008

- Graphique 7.3. Japon : TSP aux producteurs par produit, 2006-08
Graphique 7.4. Japon: Niveau de l'ESP et octroi du soutien en fonction des produits, 1986-2008
Graphique 7.5. Japon: Autres transferts aux producteurs
Graphique 8.1. Corée : Estimation du soutien aux producteurs par pays, 2006-08
Graphique 8.2. Corée : Niveau et composition de l'ESP selon le type de soutien, 1986-2008
Graphique 8.3. Corée : TSP aux producteurs par produit, 2006-08
Graphique 8.4. Corée : Niveau de l'ESP et octroi du soutien en fonction des produits, 1986-2008
Graphique 8.5. Corée : Autres transferts aux producteurs, 1986-2008
Graphique 9.1. Mexique: Estimation du soutien aux producteurs par pays, 2006-08
Graphique 9.2. Mexique : Niveau et composition de l'ESP selon le type de soutien, 1991-2008
Graphique 9.2. Mexique : TSP aux producteurs par produit, 2006-08
Graphique 9.4. Mexique : Niveau de l'ESP et octroi du soutien en fonction des produits, 1986-2008
Graphique 9.5. Mexique : Autres transferts aux producteurs
Graphique 10.1. Nouvelle-Zélande : Estimation du soutien aux producteurs par pays, 2006-08
Graphique 10.2. Nouvelle-Zélande : niveau et composition de l'ESP selon le type de soutien, 1986-2008
Graphique 10.3. Nouvelle-Zélande : TSP aux producteurs par produit, 2006-08
Graphique 10.4. Nouvelle-Zélande : niveau de l'ESP et octroi du soutien en fonction des produits, 1986-2008
Graphique 11.1. Norvège: Estimation du soutien aux producteurs par pays, 2006-08
Graphique 11.2. Norvège : Niveau et composition de l'ESP selon le type de soutien, 1986-2008
Graphique 11.3. Norvège : TSP aux producteurs par produit, 2006-08
Graphique 11.4. Norvège : Estimation du soutien aux producteurs par pays, 2006-08
Graphique 11.5. Norvège : Autres transferts aux producteurs, 1986-2008
Graphique 12.1. Suisse : Estimation du soutien aux producteurs par pays, 2006-08
Graphique 12.2. Suisse : Niveau et composition de l'ESP selon le type de soutien, 1986-2008
Graphique 12.3. Suisse : TSP aux producteurs par produit, 2006-08
Graphique 12.4. Suisse : Niveau de l'ESP et octroi du soutien en fonction des produits, 1986-2008
Graphique 12.5. Suisse: Autres transferts aux producteurs, 1986-2008
Graphique 13.1. Turquie : Estimation du soutien aux producteurs par pays, 2006-08
Graphique 13.2. Turquie : Niveau et composition de l'ESP selon le type de soutien, 1986-2008
Graphique 13.3. Turquie : TSP aux producteurs par produit, 2006-08
Graphique 14.1. États-Unis: Estimation du soutien aux producteurs par pays, 2006-08
Graphique 14.2. États-Unis : Niveau et composition de l'ESP selon le type de soutien, 1986-2008
Graphique 14.3. États-Unis : TSP aux producteurs par produit, 2006-08
Graphique 14.4. États-Unis : Niveau de l'ESP et octroi du soutien en fonction des produits, 1986-2008
Graphique 14.5. États-Unis : Autres transferts aux producteurs, 1986-2008

Politiques agricoles des pays de l'OCDE

SUIVI ET ÉVALUATION

Le soutien global accordé aux agriculteurs des pays de l'OCDE est en baisse. En 2008, il a représenté 21 % des recettes agricoles brutes, enregistrant une diminution par rapport aux 22 % de 2007 et aux 26 % de 2006. C'est le niveau le plus bas relevé depuis le milieu des années 80. Ce rapport montre que la baisse du soutien a été en grande partie due à un resserrement de l'écart entre les prix des produits agricoles sur les marchés nationaux et sur les marchés mondiaux. Des avancées significatives ont été effectuées en matière de découplage du soutien de la production, mais le soutien lié à la production demeure important. Le niveau et la composition du soutien sont très variables selon les pays de l'OCDE.

Ce rapport porte également sur l'impact des crises financière et économique actuelles sur le secteur agricole ainsi que sur les réponses apportées par les pouvoirs publics. L'agriculture devrait mieux s'en sortir que nombre d'autres secteurs. Elle est moins exposée financièrement, la demande pour ses produits est moins sensible aux baisses de revenu et les politiques de soutien en place dans bon nombre de pays peuvent atténuer l'impact de la crise. Les pouvoirs publics font face à une situation budgétaire plus tendue, ce qui suscitera probablement la révision des politiques de soutien, notamment en matière agricole.

La loi agricole de 2008 des États-Unis, le «Bilan de santé» de la politique agricole commune et l'accord-cadre Cultivons l'avenir au Canada sont également passés en revue dans ce rapport. Une section spéciale traite de l'évolution des politiques agroenvironnementales des pays de l'OCDE.

Ce rapport constitue une source unique d'estimations récentes du soutien à l'agriculture. Il fournit un panorama du soutien à l'agriculture dans la zone de l'OCDE, complété par des chapitres sur l'évolution des politiques agricoles dans chaque pays de l'OCDE. La base de données détaillée contenant les estimations du soutien à l'agriculture est disponible en ligne **sur www.oecd.org/tad/support/psecse**.

Le rapport *Les politiques agricoles des pays de l'OCDE: Suivi et évaluation* est publié une année sur deux, en alternance avec *Les politiques agricoles des pays de l'OCDE: Panorama*.

Le texte complet de cet ouvrage est disponible en ligne à l'adresse suivante :

www.sourceocde.org/agriculture/9789264061743

Les utilisateurs ayant accès à tous les ouvrages en ligne de l'OCDE peuvent également y accéder via :

www.sourceocde.org/9789264061743

SourceOCDE est une bibliothèque en ligne qui a reçu plusieurs récompenses. Elle contient les livres, périodiques et bases de données statistiques de l'OCDE. Pour plus d'informations sur ce service ou pour obtenir un accès temporaire gratuit, veuillez contacter votre bibliothécaire ou **SourceOECD@oecd.org**.

www.oecd.org/agriculture/politiques

